

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE LA VENDEE

COMMUNE DE GROSBREUIL

REF : V2023-15

**ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMISSION DE VOIRIE**

**LE MAIRE,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

**Vu** le Code de la route ;

**Vu** le Code de la voirie routière ;

**Vu** la demande du 30/01/2023 de VEOLIA EAU – 1 Rue Henri Farman – 85180 LES SABLES D’OLONNE représenté par Monsieur TEXIER Frédéric qui souhaite occuper temporairement le domaine public au Rue Beauséjour (12) - commune de GROSBREUIL pour les travaux sur le réseaux d’eau potable.

Considérant qu’il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant l’occupation.

**ARRETE :**

**Article 1. Du 31/01/2023 au 01/02/2023**, VEOLIA EAU est autorisé à occuper le domaine public Rue Beauséjour (12) - commune de GROSBREUIL. L’emprise est constitué de sorte que la circulation des piétons, ainsi que les fauteuils roulants puissent s’y effectuer en toute sécurité. L’emplacement occupé devra être tenu par l’entreprise en constant état de propreté.

**Article 2.** La circulation et le stationnement seront interdits sur l’ensemble de l’emprise excepté pour le montage et démontage aux horaires fixés par l’entreprise.

**Article 3.** La circulation sera maintenue pour les secours.

**Article 4.** La signalisation correspondante sera mise en place et conservée par les soins de VEOLIA EAU

**Article 5.** M. le commandant de gendarmerie, les services techniques communaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Fait à GROSBREUIL, le 30/01/2023

Le Maire,

Marc HILLAIRET

**DIFFUSIONS :**

Le bénéficiaire pour attribution

M. le commandant de gendarmerie,

Les services techniques communaux, La commune GROSBREUIL, pour attribution

*La présente décision pourra faire l’objet d’un recours devant le Tribunal Administratif de NANTES 6, allée de l’Ile-Gloriette - BP 24111 44041 Nantes Cedex, dans les deux mois à compter de sa notification. Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu’il dispose d’un droit d’accès et de rectification qu’il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie de GROSBREUIL.*